

LE SECOND GOUVERNEMENT ALGERIEN

A une cadence accélérée, l'Algérie s'est, en quinze jours, donnée une constitution, un président de la République, un gouvernement.

Ces trois faits politiques ont tous été inspirés, conçus et décidés par le parti unique du F.L.N.

Il ne nous appartient pas d'apporter notre accord ou notre désaccord sur les résultats de ces consultations populaires et leurs conséquences.

Trop de Français ont tendance à vouloir s'ériger en conseillers ou en censeurs. Certains se veulent plus Algériens que les Algériens, d'autres ont toujours gardé l'esprit de contestation pour tout ce qui se fait en dehors d'eux.

L'Algérie est indépendante. Nous avons tout fait pour qu'il en soit ainsi.

Evitons donc les jugements faciles et les conseils paternalistes inopportuns.

Nous n'avons pas à nous engager pour tel ou tel dans les problèmes de politique intérieure du jeune Etat.

Nous devons nous informer des faits, les analyser, les comprendre et en toute objectivité les commenter.

Le premier gouvernement algérien a-t-il rempli la tâche qui lui était fixée au lendemain des crises politiques graves d'il y a un an ?

Pour l'observateur qui vit en Algérie, en toute impartialité, il est certain que, bien que tout ne soit pas parfait, le travail réalisé en un an tient du miracle.

Face à de réelles difficultés : plus d'administration, finances précaires, économie délabrée, chômage de plus en plus accru... les responsables algériens ont, souvent empiriquement mais aussi souvent efficacement, paré au plus pressé et évité l'étouffement.

La nationalisation, la reconstruction, la réforme agraire ont irréversiblement commencé à trouver leurs premières solutions.

Les mesures politiques édictées, que certains trouvent trop rapides, ne pouvaient pas ne pas être prises.

L'installation d'un régime socialiste passe nécessairement par cette phase où des mesures anticapitalistes doivent être décidées.

Du reste, qui s'élèvera contre la nationalisation des biens d'un Borgeaud ? Contre celle d'une presse qui fut toujours à la solde des tenants de l'Algérie française ? Contre les spéculations réalisées, presque toujours, par des Algériens prête-noms de capitalistes « rapatriés » ?

Personne, et surtout pas ceux qui se réclament du socialisme.

Ces premières mesures prises, il faut en assurer l'exécution. Pour cela, tenir compte des erreurs du premier gouvernement et essayer de pallier.

Ces erreurs sont normales.

Ce sont la lenteur dans l'étude des solutions, le manque de décision à tous les échelons, la bureaucratie paralysante, l'inadaptation aux responsabilités directes... c'est-à-dire presque toujours une séquelle du colonialisme passé. Comprendons ces hommes, hier toujours écartés des décisions, qui se trouvent maintenant totalement responsables.

C'est pour réparer ces erreurs que le deuxième gouvernement a été formé.

Sa tâche c'est de concrétiser les mesures prises ou à prendre :

- pour la réforme agraire,
- l'assainissement de l'administration,
- la lutte contre les privilèges.

Il était nécessaire de concentrer les pouvoirs afin d'éviter les interférences entre ministères (je pense à l'Agriculture, au Commerce, à l'Industrie) et de donner un rythme plus rapide aux décisions ministérielles.

Bien sûr, tout ne sera pas encore parfait et il y aura des heurts, des indécisions, des oppositions.

Mais ce qui compte, c'est ce qui Vit.

Et le peuple algérien est doté d'une vitalité exceptionnelle.

De toutes manières, pour un socialiste français, il est impossible de rester indifférent à tout ce qui se construit en Algérie.

Pour la défense de nos principes et les chances de succès de notre idéal, l'expérience socialiste algérienne mérite toute notre attention et tout notre appui.

Certes, elle a son originalité propre, elle se cherche sans doute encore, elle peut apparaître inspirée par les diverses sources du socialisme historique.

Qu'importe ! Les hommes qui construisent le socialisme ont bien de la chance de pouvoir, en leur maturité, voir grandir les expériences conçues dans le temps de leurs luttes révolutionnaires.

N'oublions pas que la victoire de leur révolution nous concerne, nous, socialistes français.

Harris Puisais.